

STIGMATISATION DES HABITANTS DE QUARTIERS POPULAIRES

Extraits de la formation
avec les Pas Sans Nous

LE POIDS DES MOTS : LA STIGMATISATION DES HABITANTS DES QUARTIERS POPULAIRES

Bénédicte Madelin, administratrice PSM

LES RÉVOLTES SOCIALES

Suite à la mort de Zyed et Bouna, ces deux jeunes de 15 ans morts électrocutés à Clichy-sous-Bois en 2005, les quartiers populaires s'embrasaient pendant 3 semaines. Le gouvernement, les élus, les médias, tous ont parlé d'émeutes.

Mais n'était-ce pas plutôt des révoltes sociales ? Elles n'étaient pas très organisées, c'est sûr, un peu comme les jacqueries des paysans autrefois... mais ne témoignaient-elles pas d'une colère profonde contre les injustices sociales vécues dans les quartiers populaires ?

Parler d'émeutes et non de révoltes sociales, c'est stigmatiser les habitants des quartiers populaires... Leurs révoltes ne sont pas dignes d'être reconnues.

LA RÉNOVATION URBAINE

Sous-couvert de « rénovation », l'objectif de ces opérations est pour partie de la requalification de certains quartiers mais c'est aussi l'expulsion et le délogement de milliers d'habitant-es qui ne sont jamais associés au nom d'un intérêt supérieur – « la rénovation urbaine » – qu'ils ne peuvent pas comprendre.

Les mots utilisés dans le cadre de l'ANRU ne peuvent qu'attester du mépris envers celles et ceux qui habitent les quartiers concernés.

Quelques exemples : D'un côté, l'ANRU parle de « désenclavement » pour justifier les démolitions. Les habitants, eux, attendent d'être mieux desservis par les transports en commun et se demandent en quoi démolir un immeuble permet un désenclavement...

L'ANRU parle « d'amélioration de l'image du quartier », de « l'attractivité » et de « la mixité sociale » pour justifier les opérations de démolition-reconstruction dans ces quartiers. Alors que ces mots sont des arguments pour expulser et éloigner les plus pauvres d'une commune, d'un quartier.

Les habitant-es, eux, témoignent de leur attachement à leurs quartiers « qui ont de la gueule » : ils sont beaux aussi bien de par leur patrimoine, leur histoire que par leurs engagements et leur vie sociale.

Christelle du quartier d'Étouvie (Amiens) évoque la « solidarité », Gérard du même quartier nous parle de « village » et rappelle l'« histoire et la mémoire » de son quartier, Baya du quartier des Couronneries (Poitiers) y voit une « grande famille », Jaoued rappelle la bienveillance et l'entraide à La Villeneuve d'Échirolles, Ramissa du Mirail (Toulouse) partage l'amour et la bienveillance des habitants.

Et puisque nous sommes à Amiens, prenons l'exemple de l'avenue de Picardie à Étouvie : la mairie parle d'une « barre » qui couperait le quartier pour justifier la démolition de plusieurs cages d'escaliers et faire 4 petites « résidences ». Mais qui parlerait de barre pour la rue Saint-Honoré, par exemple ? Et qu'en pensent les habitant-es qui apprécient la qualité de leurs logements ?

Le langage utilisé dans le cadre de la rénovation urbaine montre le mépris et l'absurdité des programmes de rénovation urbaine vécus par celles et ceux qui habitent les quartiers concernés.

Derrière ces exemples, c'est la stigmatisation des personnes et en particulier des habitants et habitantes des quartiers populaires qui se jouent :

- Ils ne sont pas capables
- Ils ne peuvent pas comprendre
- Ils ne pensent qu'à leurs intérêts personnels...
- Sans aller jusqu'à des explications par des manipulations extérieures des ennemis de la démocratie et là, je fais référence à l'islamophobie

Et pourtant, faire ensemble est une nécessité. Ce sont bien les associations, les habitant-es, les collectifs, les amicales de locataires et toutes les personnes touchées par les inégalités sociales et territoriales qui doivent prendre part au débat. Ils et elles sont prêts à le faire et ils et elles sont les mieux placé-es pour apporter une expertise sur leurs quartiers.



APPUI et PSN travaille de concert pour accompagner des collectifs d'habitant-es en lutte sur les questions de rénovation urbaine

Mais attention, même nous, professionnels, militants, nous avons parfois tendance à reprendre le vocabulaire dominant des décideurs et des pouvoirs publics : « ça va plus vite », « on se comprend », etc. Et les gens deviennent des usagers, ils ne sont vus qu'à travers leur posture d'utilisateur du service public, par exemple, et non plus comme des personnes avec leur sensibilité, leurs émotions, leur sale caractère ou leur émerveillement face à la beauté du monde !

Source : compte rendu de la formation animée par les Pas Sans Nous en septembre 2024 au collectif Sciences pour toutes et tous en HDF

